

MONDE

Nicolas SARKOZY à Haïti. C'est la première fois depuis l'indépendance du pays, il y a 206 ans, qu'un Président de la République française se rend à Haïti. Il a annoncé une aide de 326 millions d'euros pour aider le pays dévasté par un séisme le 12 janvier. Cette somme comprend l'annulation de la dette de 56 millions d'euros qu'avait Haïti envers Paris. Il a également annoncé l'accueil de 700 étudiants haïtiens supplémentaires dans les universités françaises et l'envoi de 150 volontaires du service civique de Martinique et de Guadeloupe pour soutenir l'effort de reprise du système scolaire haïtien. « *De cette catastrophe, il faut que vous fassiez un renouveau et que vous tourniez le dos aux erreurs du passé* », a lancé le Président français. « *La France ne veut pas de tutelle internationale sur Haïti* », a-t-il également déclaré. Le Président PREVAL a affirmé de son côté qu'il fallait « *repenser l'organisation générale du pays sur une base totalement nouvelle. Ce pays n'est pas à reconstruire, il est à construire* », a-t-il déclaré.

Coup d'Etat au Niger. Après quatre heures de combats qui ont fait trois morts, le Président Mamadou Tandja a été arrêté par les militaires. Il serait retenu dans la garnison de Tondibia. Les militaires dirigés par le chef d'escadron Salou DJIBO, à la tête d'un Conseil suprême pour la restauration de la démocratie (CSRD) ont annoncé la suspension de la Constitution et la dissolution de toutes les institutions tout en appelant la population à garder son calme. Le couvre-feu a été levé. Les marchés, les banques et les écoles ont ouvert leurs portes comme à l'accoutumée. Mais les frontières terrestres et aériennes restent fermées. Le Niger est confronté à une grave crise politique née de la volonté du Président de se maintenir au pouvoir coûte que coûte au-delà de son mandat.

Dubaï dubitatif, après l'exécution, le 20 janvier dans une chambre d'un grand hôtel de l'émirat d'un cadre du mouvement islamiste palestinien Hamas. Pour le chef de la police de Dubaï, il est « *certain à 99 % que le Mossad est derrière l'assassinat* ». Israël rejette les accusations contre son service secret. « *La police de Dubaï n'a fourni aucune preuve de caractère incriminant dans cette affaire. Il n'existe même pas de preuve qu'il ait été assassiné* » a déclaré un haut responsable israélien. Selon la police de Dubaï, qui dispose d'une série d'images de différentes caméras de contrôle de l'hôtel, des parkings et d'un centre commercial, le commando était constitué de onze membres. Quatre membres sont arrivés d'Allemagne, deux de Suisse, trois d'Italie et deux de France. Les théories vont bon train sur l'implication des services secrets israéliens. Les ambassadeurs d'Israël dans de ces pays, dont ces personnes ont utilisé de faux passeports, ont été convoqués.

Ukraine, l'orange fait tache. Le Premier ministre ukrainien, Ioulia TIMOCHENKO, a personnellement déposé au siège de la Cour administrative suprême un recours en justice visant à invalider le résultat de l'élection présidentielle remportée par Viktor IANOUKOVITCH, avec 48,95% des voix, selon les résultats consolidés.

Rectificatif. Dans notre numéro 340, dans le décompte des otages français retenus à l'étranger, un oubli s'est glissé dans l'annonce du porte-parole : le nom du franco-israélien Gilad SHALIT retenu par les palestiniens du Hamas, vraisemblablement à Gaza.

EUROPE

La Grèce sous surveillance. Les 27 ont formellement entériné le plan de rigueur grec. Les ministres européens de l'Ecofin ont adopté deux recommandations, l'une de mise en demeure dans le cadre de la procédure pour déficit excessif, et l'autre sur la non-conformité des politiques économique et budgétaire grecque avec les grandes orientations de politique économique de l'UE. Cette dernière recommandation, utilisée pour la première fois, permet aux 27 d'exiger des réformes profondes allant des retraites aux soins de santé, des salaires ou de la fonction publique. Athènes devra présenter un premier rapport à la mi-mars, puis tous les 3 mois.

Victor CONSTANCIO, vice-président de la Banque centrale européenne. Les ministres des Finances de l'UE ont confirmé un choix qui semble ouvrir la porte au président de la Bundesbank, Axel WEBER, pour décrocher la présidence en 2011, en remplacement de Jean-Claude TRICHET. Le

Président de l'Eurogroupe, Jean-Claude JUNCKER, a toutefois prévenu que « *l'Allemagne va devoir se battre* » pour obtenir le poste.

Cher BARROSO. Les missions et les frais de représentation du Président de la Commission européenne ont coûté 730.230 euros aux contribuables en 2009. Les 27 membres de la Commission ont dépensé près de 4 millions d'euros en 2009, mais leurs frais de représentation sont restés contenus entre 5 et 16.000 euros, à l'exception de ceux de M. BARROSO : 32.457 euros. La Commission européenne, a expliqué ces dépenses par le fait que « *M. BARROSO voyage beaucoup* ». Le Président de la Commission européenne a effectué 66 déplacements en 2009 - 56 dans l'UE et à l'étranger - pour un coût total de 697.000 euros.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Côte d'Ivoire : affrontement entre forces de l'ordre et manifestants à Gagnoa. Il y aurait 3 morts. Guillaume SORO reconduit Premier ministre, a jusqu'à ce samedi pour former un nouveau gouvernement.

La Guinée s'est dotée d'un gouvernement de transition, de 34 membres, dont 6 militaires, chargée de mener le pays vers une élection présidentielle en juin, une normalisation saluée hier par la France qui reprend sa coopération civile et militaire.

Togo – Présidentielle. Deux candidats d'opposition ont « *suspendu provisoirement* » leur participation à l'élection du 4 mars, dénonçant des anomalies au niveau des listes électorales. Il s'agit de l'ancien Premier ministre Yawovi AGBOYIBO et de Brigitte Kafui ADJAMAGBO-JOHNSON.

Les Etats-Unis reviennent au nucléaire, 30 ans après. Le président Barack OBAMA a annoncé l'allocation de 8 milliards de dollars pour aider à construire une centrale nucléaire.

Rencontre de deux Prix Nobel à la Maison-Blanche. Le Président des Etats-Unis, Barack OBAMA, a reçu pendant près d'une heure le Dalaï Lama dans la salle des cartes. Pas de photo officielle de poignée de mains, juste une prise par un collaborateur du Président. Les autorités chinoises ont officiellement protesté auprès de Washington pour une « *ingérence dans ses affaires internes qui porte gravement atteinte aux relations bilatérales* ».

Pour quelques milliards de plus... Le Président OBAMA a promulgué le relèvement du plafond de la dette américaine de 12.374 à 14.294 milliards de dollars, soit une hausse d'environ 1.900 milliards approuvée par le Congrès.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Sommet social. Les organisations syndicales et les représentants patronaux ont été reçus à l'Élysée pour définir l'agenda social de 2010. Une date a été définie pour débattre de l'avenir du système de retraites. Le Chef de l'Etat a annoncé que le projet de loi serait déposé au Parlement « *au début du mois de septembre* ». Il a par ailleurs annoncé que les négociations avec les ministres du Travail et de la Fonction publique, Xavier DARCOS et Eric WOERTH, commenceraient au mois d'avril. Deux axiomes posés au débat par le Président, le principe de la retraite par répartition et pas de diminution des pensions. Enfin, Nicolas SARKOZY a ajouté qu'une « *négociation* » serait menée sur le thème de la pénibilité, « *parallèlement à la réforme des retraites* ».

La polémique ultra-marine. La ministre de l'Outre-mer, Marie-Luce PENCHARD, n°2 sur la liste UMP pour les régionales, a été une nouvelle fois remise en cause, et cette fois-ci par un proche du Président de la République, qu'elle accompagne actuellement dans sa visite des Antilles. Le député UMP Patrick BALKANY a estimé qu'elle devrait être « *virée* » du gouvernement. Son « *envie de ne servir qu'une population, la population guadeloupéenne* » déclarée lors d'un meeting en Guadeloupe, a provoqué une levée de boucliers. Polémique jugée « *dérisoire* » par François FILLON, Jean-François COPE a jugé que c'était « *évidemment une maladresse* ». Le PS a réclamé sa démission.

Rien ne sert de courir... L'ancien premier secrétaire du Parti socialiste, François HOLLANDE, souhaite que le PS désigne son candidat à l'Élysée « *un an avant* » l'échéance. « *Pour être candidat à l'élection présidentielle, il faut avoir du temps* », observe-t-il. Interrogé sur son ambition pour 2012, M. HOLLANDE a affirmé ne pas être « *dans l'idée d'une concurrence* » avec Dominique STRAUSS-KAHN, ou d'autres.

Popularité. Le directeur général du FMI Dominique STRAUSS-KAHN (PS) est devenu en février la personnalité politique préférée des Français, avec 76% d'opinions positives, à égalité avec l'ancien

chef de l'Etat Jacques CHIRAC. Entre M. SARKOZY et l'ancien Premier ministre Dominique de VILLEPIN, la préférence des Français va nettement au second (57% contre 38%), alors que ce rapport était de 47%-44% en octobre dernier- et de 30%-67% en octobre 2007. 61% des Français préfèrent M. STRAUSS-KAHN à M. SARKOZY (36%). Ce duel de préférence, souligne l'Ifop, n'est pas une intention de vote.

Observatoire de BVA pour Orange, L'Express et France Inter. Nicolas SARKOZY et François FILLON perdent chacun en un mois 4 points de bonne opinion, pour atteindre respectivement 39% et 51%. Par ailleurs, 53% (+4) des Français souhaitent que Dominique STRAUSS-KAHN ait davantage d'influence dans la vie politique. Au près des sympathisants de gauche, Mme AUBRY arrive en tête : 61% d'entre eux souhaitent qu'elle ait davantage d'influence (+5 points par rapport à octobre 2009).

Régionales. Coup d'envoi officiel. A moins de quatre semaines du premier tour des élections régionales, le 14 mars, les dernières listes ont été déposées. Au total, 1.829 sièges de conseillers régionaux sont à pourvoir dans les 26 régions : 1.671 en métropole (22 régions) et 158 Outre-mer (4 régions). Le ministère de l'Intérieur doit encore valider ces listes pour qu'elles soient officielles. Dans plusieurs régions, plus de dix listes ont été déposées : 13 en Ile-de-France, 12 à la Réunion, 11 en Corse, Alsace, Aquitaine et Bretagne. Les candidats ont désormais quatre semaines pour séduire les électeurs d'ici au 14 mars, date du premier tour. L'enjeu pour la droite est de reconquérir des bastions perdus en 2004 ; pour la gauche de garder les 20 régions qu'elle gère en métropole, voire de gagner l'Alsace et la Corse.

Rachida DATI a une nouvelle robe. Elle est noire et blanche. L'ancienne Garde des Sceaux, députée au Parlement européen, a prêté serment et devient avocate. Elle rejoint bon nombre de parlementaires, dont Jean-François COPE.

PARLEMENT

Adoption définitive...

... à l'unanimité. La création d'une allocation quotidienne de 49 euros, versée pendant 21 jours maximum, à une personne interrompant son activité professionnelle pour accompagner à domicile un proche en fin de vie. Fait rarissime, tous les députés présents, de gauche et de droite, ont approuvé une proposition de loi émanant de tous les groupes politiques et reprenant une des mesures phare de la mission d'évaluation de la loi LEONETTI sur le droit des malades et la fin de vie.

Assemblée nationale

LOPSI 2 adoptée en première lecture. Par 312 voix contre 214. Le projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure a été l'occasion pour les députés du Nouveau Centre de demander au gouvernement une « *pause législative* » en matière de sécurité, « *pour que les policiers s'approprient les nouveaux outils* ». Le président exécutif du parti allié de la majorité, Jean-Christophe LAGARDE, a également demandé, tout en approuvant la loi, comme l'ancien ministre de l'Intérieur François BAROIN (UMP), « *un gel de la RGPP* » (révision générale des politiques publiques) pour « *garantir les missions de la police et de la gendarmerie* ». Le député socialiste Manuel VALLS a dénoncé un texte, « *le dix-septième* » en matière de sécurité depuis 2002.

Huis clos. Adoption en première lecture de la proposition de loi prévoyant l'allègement de la règle du huis clos devant la cour d'assises des mineurs lorsque l'accusé est devenu majeur au moment du procès. La gauche s'est divisée sur ce texte présenté conjointement par les députés Jack LANG (PS) et François BAROIN (UMP) et adopte par 96 voix contre 13. Le PCF a voté contre mais au PS, 11 députés ont émis un vote négatif et 7 un vote positif.

Sénat

Enquête. Les membres de la commission d'enquête du Sénat sur « *le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le gouvernement de la grippe A* » ont été désignés : 10 sénateurs de gauche, 12 qui votent avec la majorité (dont deux représentants des Français de l'étranger : Michel GUERRY et Christiane KAMMERMANN).

Cours de justice de la République. Le procès de l'ancien ministre Charles PASQUA, sénateurs des Hauts-de-Seine, devant la Cour de Justice de la République, se déroulera du 19 au 30 avril.

CONSEIL DES MINISTRES

3^{ème} rapport d'étape de la Révision générale des politiques publiques (RGPP). Ce rapport souligne que la quasi-totalité des mesures (97%) sont en cours de mise en œuvre : 76% progressent conformément au calendrier prévu (feu vert) tandis que 21% progressent mais connaissent du retard

(feu orange). Depuis 2007, 100 000 postes auront été supprimés, dont 30 000 en 2009. Pour 2009, l'économie brute est de 800 millions d'euros.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Le financement de l'A400M redémarre. EADS donnera une réponse « *dans les prochains jours* », sur une offre des pays clients de l'avion de transport militaire sur financement du programme. L'Allemagne avait annoncé que les sept pays clients (Allemagne, France, Espagne, Royaume-Uni, Belgique, Luxembourg et Turquie) de l'Airbus A400M ont transmis une proposition commune de financement à EADS, marquant une avancée dans des négociations qui durent depuis des mois.

Liste noire à la française. La France a adopté sa propre liste de paradis fiscaux, ce qui lui permettra de taxer davantage les entreprises françaises implantées dans ces pays. Elle inclut des pays non membres de l'UE qui figurent sur la liste établie par l'OCDE. Paris a toutefois exclu de sa propre liste les Etats qui ont déjà signé un accord d'échange d'informations fiscales avec la France, même s'ils n'ont pas encore conclu les douze traités qui permettent à un pays d'être blanchi par l'OCDE. Les Caraïbes, avec sept pays, sont très largement représentées tout comme l'Amérique centrale avec notamment le Costa Rica et le Panama. Le sultanat de Brunei, les Philippines ou encore le Liberia sont aussi épinglés. Le principe de cette liste française, qui sera mise à jour chaque année, avait été acté dans la version rectifiée du budget 2009 adoptée en décembre.

Fiscalité : reprise des négociations avec la Suisse. Le ministère helvétique des Finances va reprendre le processus de ratification de l'accord de double imposition, qui avait été suspendu à la suite du litige entre les deux pays sur le vol de données à la banque HSBC récupérées par Paris.

Prime à l'échec ? Les traders de la Société générale vont recevoir 250 millions d'euros de bonus, alors que le chiffre d'affaires de la banque a été divisé par 3 l'année dernière, à 678 millions d'euros.

Prime au succès. Les bonus de la BNP Paribas resteront élevés. La banque a gagné l'an dernier 5,8 milliards d'euros et a doublé ses bénéfices.

Axa fait aussi beaucoup de profits. Un bénéfice net multiplié par quatre en 2009 à 3,6 milliards d'euros, un résultat supérieur aux estimations des analystes, qui s'attendaient en moyenne à 3,3 milliards d'euros. Le CA est cependant en recul de 3 % à 90,1 milliards d'euros.

L'or en barre du FMI : le Fonds monétaire international va commencer « *sous peu* » à mettre sur le marché plus de 191 tonnes de son stock d'or. Mais avant de vendre aux privés, le FMI va s'adresser aux Etats membres. L'euro est à 1,34, au plus bas face au dollar depuis 9 mois.

Loyers anciens en baisse. Les prix des logements anciens en France ont baissé de 0,1% en janvier 2010 par rapport à décembre 2009, selon la Fédération nationale de l'immobilier.

Brevets : moins de dépôts. Les dépôts de brevets ont baissé de 3,6% en France en 2009 pour atteindre 16 106 dépôts, une tendance particulièrement marquée dans les grandes entreprises, notamment du secteur automobile, selon l'Institut national de la propriété industrielle.

Moins de carburants. La consommation de carburants des automobilistes français a reculé de 7,6% en janvier sur un an, selon l'Union française des industries pétrolières. Sur les 12 derniers mois, la demande française de carburants est restée stable si on la compare aux 12 mois précédents.

Salaires en baisse. Le pouvoir d'achat des ménages a été soutenu en 2009 par la faible inflation mais la courbe du salaire mensuel de base (hors primes) a plongé en fin d'année, selon des chiffres publiés par le Dares. Sur un an, le salaire mensuel de base a progressé de 1,9%.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Les 11 circonscriptions législatives à l'étranger conformes à la Constitution. Les Sages ont validé l'ordonnance portant délimitation des circonscriptions. Ils ont estimé que « *les écarts démographiques importants sont justifiés par la nécessité de constituer deux circonscriptions géographiquement cohérentes sur le continent américain et, en outre, par la difficulté qu'il y aurait à agrandir la onzième circonscription qui regroupe déjà l'Asie centrale et orientale ainsi que le Pacifique et l'Océanie* »

Prudence au Niger. En raison des événements politiques, les autorités françaises demandent aux ressortissants français à Niamey d'être très prudents et d'éviter de se déplacer.

Eviter la Libye. La France a déconseillé à ses ressortissants de se rendre en Libye, à la suite de la décision de ce pays de ne plus accorder de visas d'entrée aux citoyens de l'espace Schengen. Des consultations sont prévues avec les Etats membres et les pays associés à l'espace Schengen afin de décider d'une « *réaction appropriée avant la fin de la semaine* ». De nouvelles négociations suisse-Lybie se déroulent en ce moment même à Madrid. En toile de fond la crise diplomatique entre Tripoli et Berne, depuis juillet 2008 lors de l'interpellation d'un fils du colonel KADDHAFI à Genève.

Renouvellement des papiers d'identité. En réponse à la question du sénateur Alain GOURNAC, Michèle ALLIOT-MARIE, Ministre de la Justice, a assuré que « *chaque Français doit pouvoir, sans aucune distinction, renouveler sa carte nationale d'identité ou son passeport sans se trouver confronté à des tracasseries administratives injustifiées, voire d'ailleurs injustifiables* ». Le Garde des Sceaux a confirmé que des instructions ont été envoyées aux préfetures : « *depuis une semaine, toute personne qui présente une carte nationale d'identité plastifiée ou un passeport, qu'il soit électronique ou biométrique, n'a aucun autre justificatif à fournir pour attester de sa nationalité* ». Elle ajoute « *Dans les tout prochains jours, le Conseil d'État va être saisi d'un projet de décret qui permettra d'inscrire ces dispositions dans notre droit* ».

Demande de passeport : le point sur la disparition de la compétence territoriale. Où peut-on demander un passeport biométrique ? Les Français peuvent demander la délivrance de leur passeport à l'étranger dans n'importe quelle ambassade ou consulat de France, et en France, dans n'importe quelle mairie équipée d'une application TES (titres électroniques sécurisés). Les Français de l'étranger peuvent donc se rendre dans un consulat général autre que celui de leur circonscription, dès lors qu'il est équipé de TES.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Conseil d'Etat : décision attendue sur la réforme de la carte judiciaire. Elle devrait être rendue ce vendredi. 115 requêtes avaient été déposées par des dizaines de communes, associations, barreaux, qui protestent contre la disparition de leurs tribunaux d'instance et de grande instance.

Le pape Benoît XVI dénonce des crimes ignobles en Irlande. Il a appelé la vingtaine d'évêques d'Irlande reçus au Vatican, à prendre des mesures « *concrètes* » afin de « *restaurer la crédibilité morale et spirituelle de l'Eglise* », éclaboussée par un scandale de pédophilie. Les évêques se sont engagés à coopérer avec la justice de leur pays. Le pape a qualifié ces actes de « *péché grave qui offense Dieu et blesse la dignité des personnes humaines créées à son image* ».

Veolia sur des rails. Le groupe est désormais autorisé à faire circuler des trains de voyageurs en France, selon un arrêté paru au JO, ouvrant ainsi la voie à une concurrence avec la SNCF.

CARNET

Décès

Robert PANDRAUD. Agé de 81 ans, il avait été ministre délégué chargé de la Sécurité auprès de Charles PASQUA, ministre de l'Intérieur, pendant la cohabitation de 1986-1988 à la fin du premier septennat du président François Mitterrand. Membre du Bureau politique de l'UMP, il présidait depuis 2005 la commission d'organisation et de contrôle des opérations électorales.

La Rédaction présente ses condoléances attristées à sa famille.

Nominations

Jean-Claude MOYRET, ancien ambassadeur à Saint-Domingue et en Uruguay, ancien directeur de l'audiovisuel au Quai d'Orsay, nommé consul général de France à Rio de Janeiro.

Caroline FERRARI pourrait être nommée ministre conseiller à Berlin.

Jean-Marc GRAVIER, anc. consul général à Sao Paolo, chef du service central des achats du Quai.

Philippe DUCLAUD va rejoindre la Représentation permanente de la France auprès de l'UE.

Yves MADRE, devrait rejoindre le cabinet de Dacian CIOLOS, commissaire européen chargé de l'agriculture et du développement rural.

Caroline LAMBERT, anc. collaboratrice de Margot WALLSTROM, devrait être nommée conseiller au cabinet de Connie HEDEGAARD, commissaire européen chargé de l'action en faveur du climat.

Denis RANQUE (ex-Thales), président du CA du groupe français Technicolor (ex-Thomson).

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr